

# Réforme des retraites : ces coûts cachés qui limitent l'intérêt de reporter l'âge à 64 ans

Baptiste LEGRAND.

La réforme des retraites, en augmentant l'âge de départ, provoquerait des dépenses supplémentaires pour l'assurance chômage, les aides sociales ou encore l'assurance maladie.

Le report de l'âge de la retraite coûterait 970 millions d'euros en arrêts de travail

Le report de l'âge de la retraite coûterait 970 millions d'euros en arrêts de travail | JOEL LE GALL/OUEST-FRANCE

Un beau discours, quelques cadeaux et une petite larme. Le pot de départ en retraite est un rituel parfait pour clore en beauté une vie professionnelle. Du moins pour celles et ceux qui le peuvent. Car deux salariés sur cinq ne sont déjà plus en emploi lorsqu'ils font valoir leurs droits à la retraite. Ils ont dû passer par la case chômage, la maladie ou l'invalidité, ou bien ils ont quitté le marché du travail. Leur proportion est de 35 % parmi les hommes. Elle grimpe même à 45 % chez les femmes, [selon la Drees](#) (la direction des services statistiques de l'administration).

Pour ces personnes sorties prématurément de l'emploi, le report de l'âge légal de 62 à 64 ans risque de se traduire par une durée plus longue au chômage ou au RSA, alertent les syndicats. "On ne peut pas discuter de l'allongement de la durée de carrière si on ne résout pas le sort de tous ceux qui sont mis dehors avant la retraite", [s'indigne Laurent Berger](#), le dirigeant de la CFDT. D'autant plus que cela représente aussi des dépenses supplémentaires, qui viennent limiter les gains financiers d'une nouvelle réforme.

## « Trappe à pauvreté »

Quelle serait l'ampleur des surcoûts ? On peut commencer par regarder dans le rétroviseur. La Cour des comptes a analysé les conséquences de la réforme de 2010, qui décalait elle aussi l'âge de départ de deux ans – il était passé de 60 à 62 ans. Elle a constaté "un risque croissant de trappe à pauvreté" pour les seniors, avec un "surplus" de 120 000 personnes âgées de 60 et 61 ans parmi les bénéficiaires du RSA, de l'allocation adulte handicapé et de l'ASS (l'allocation de solidarité spécifique, versée aux chômeurs en fin de droits), ainsi qu'"un sureffectif de l'ordre de 50 000 allocataires" âgés de 60 à 64 ans parmi les chômeurs.

Conséquences budgétaires directes : 710 millions par an pour les minima sociaux et 780 millions pour l'assurance chômage. "Le coût de la prise en charge des seniors touchés par les mesures de report d'âge s'élevait à environ 1,5 milliard d'euros par an", a conclu la Cour des comptes [dans son rapport](#) (qui ne prend en compte que les prestations sociales).

## Au moins 3,6 milliards d'euros

Voilà pour le passé. Les prévisions sont par nature plus incertaines, mais la Drees s'est tout de même pliée à l'exercice dans [une note publiée par le Conseil d'orientation des retraites](#) le 27 janvier 2022, un an avant le projet de réforme. Selon elle, un nouveau report de deux ans de l'âge de la retraite se traduirait par 830 millions d'euros de dépenses supplémentaires pour les minima sociaux, dont 150 millions pour le RSA avec 30 000 allocataires de plus, 510 millions pour l'allocation adulte handicapé et 170 millions pour les chômeurs en fin de droits.

Mais les dépenses en pensions d'invalidité augmenteraient le plus fortement, de l'ordre de 1,8 milliard d'euros, pour un effectif de 160 000 personnes supplémentaires. Côté assurance maladie, le surcoût serait de 970 millions supplémentaires en arrêts de travail, sans compter 80 millions d'euros en dépenses d'accident du travail. Un total de 3,6 milliards d'euros, auquel il convient d'ajouter les dépenses pour l'assurance chômage.

## Vases communicants

Ce que les caisses de retraite peuvent économiser d'un côté, les autres prestations sociales vont le perdre de l'autre. Un jeu de "vases communicants", que les économistes appellent "effet d'éviction". Le gouvernement en convient lui aussi. "L'effet de report sur les autres dépenses sociales, en particulier les pensions d'invalidité est estimé à près de 25 % du montant des économies réalisées par le biais de cette réforme", écrit-il [dans son étude d'impact](#).

Mais la proportion exacte dépendra aussi des dernières évolutions sur le contenu de la réforme : face aux 18 milliards de nouvelles recettes attendues, il convient de soustraire [près de 7 milliards d'euros](#) en mesures d'accompagnement, notamment pour les carrières longues.